Russie : un 13ème train de sanctions européennes avant le 24 février

Description

L'Union européennes se prépare à adopter un 13ème paquet de sanctions qui pourrait toucher 55 entités et plus de 60 individus, impliqués dans la production d'armes et la fourniture de technologies et matériels électroniques utiles à l'industrie de défense russe. Les sanctions pourraient également toucher des compagnies maritimes qui ont assuré le transport et la logistique pour transférer vers la Russie des munitions en provenance de Corée du Nord.

Selon *Radio Free Europe*, l'UE pourrait notamment sanctionner des entreprises de pays (Chine, Inde, Kazakhstan, Serbie, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande et Turquie) qui contribuent à l'effort de guerre russe. En effet, l'effet des sanctions adoptées depuis 2022 par l'UE et les Etats-Unis afin de réduire la capacité russe de recompléter sa capacité militaire est amoindri par le contournement à l'œuvre via certains pays bien identifiés qui acheminent des produits cruciaux pour le complexe militaro-industriel russe, comme les micro-processeurs.

Jusqu'alors, les pays occidentaux se montraient prudents dans leur pression sur les pays de contournement, afin de ne pas se les aliéner. Mais, constatant que la capacité russe de production d'armements équipés, en particulier, de puces électroniques ne s'affaiblit pas, Bruxelles et Washington estiment désormais que la diplomatie ne suffit pas.

À ce stade, seules trois entreprises chinoises ont été sanctionnées dans des paquets précédents. Mais, en décembre dernier, lors d'un déplacement en Chine, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen et le président du Conseil européen Charles Michel avaient averti le président chinois Xi Jinping de l'identification de 13 entreprises locales impliquées dans l'approvisionnement en biens à double usage d'entreprises russes. Toujours selon *RFE*, quatre entreprises chinoises seraient actuellement visées par des sanctions (Guangzhou Ausay Technology Co Limited, Shenzhen Biguang Trading Co. Limited, Yilufa Electronics Limited et RG Solutions Limited, basée à Hong Kong).

De même, l'entreprise serbe Conex Doo Beograd-Stari Grad pourrait être incluse dans ce futur paquet, auquel cas elle serait la première entreprise du pays à subir les sanctions européennes.

Le groupe kazakhstanais Elem, basé à Almaty, pourrait lui aussi être la première entité du Kazakhstan à figurer dans un train de sanctions (même si 2 entreprises locales ont été examinées lors des discussions autour du 12ème paquet). Elem aurait adressé des centaines de pièces à double usage au revendeur d'électronique russe Streloï E-Kommerts (Saint-Pétersbourg), lui-même placé sous sanctions du Trésor américain depuis décembre 2023 pour approvisionner l'outil militaire russe. Elem et le ministère kazakhstanais de l'Economie nationale affirment que le groupe n'entretient plus aucune relation commerciale avec des entités étrangères depuis mai 2023. *RFE* souligne toutefois que le groupe, créé moins de trois semaines après l'invasion russe de l'Ukraine, a notamment pour fondateur Kirill Touliakov, créateur de Streloï E-Kommerts.

De leur côté, la Pologne, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie demandent à ce qu'aucun nouveau contrat ne soit signé avec l'entreprise nucléaire russe Rosatom, aucun investissement ne soit réalisé dans le secteur nucléaire civil russe et aucune importation d'uranium enrichi en provenance de Russie.

Sources : *RFE/RL, Euractiv, Reuters*.

date créée
11/02/2024
Champs de Méta
Auteur-article : Céline Bayou